

## ACCORD CADRE DE COOPERATION AVIGNON UNIVERSITE /ENEDIS

ENTRE :

**AVIGNON UNIVERSITE**, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, immatriculée sous le SIREN 198406852 dont le siège est situé 74 rue Louis Pasteur 84 029 Avignon Cedex 1,  
Représentée par son Président, Monsieur Georges LINARES,

ci-après désignée par « **AVIGNON UNIVERSITE** »

D'UNE PART,

ET

**Enedis**, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital social de 270 037 000 euros, dont le siège social est sis 34, place des Corolles 92079 Paris La Défense, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, représentée par Monsieur Sebastien QUIMINAL, Directeur Territorial Vaucluse, domicilié au 106 Chemin St Gabriel 84000 AVIGNON

ci-après désigné par « **ENEDIS** »

D'AUTRE PART,

**AVIGNON UNIVERSITE** et **ENEDIS** étant ci-après désignés individuellement comme une "**PARTIE**" et collectivement comme les "**PARTIES**".

## PREAMBULE

AVIGNON UNIVERSITE se démarque par son engagement sur la voie de la spécialisation, privilégiant **2 axes identitaires** déterminants pour sa recherche et ses formations, « Culture, Patrimoine, Sociétés numériques » et « Agrosciences ».

La stratégie de spécialisation d'AVIGNON UNIVERSITE a contribué à sa reconnaissance comme **actrice incontournable du territoire**. Aujourd'hui, elle participe aux différents réseaux de la région et joue pleinement la carte du partenariat avec l'ensemble des acteurs et notamment des collectivités territoriales telles que la Région Sud, le département du Vaucluse, le Grand Avignon et la ville d'Avignon.

**AVIGNON UNIVERSITE met à disposition des entreprises** plus de 4 000 stagiaires par an, soit un équivalent de 125 emplois temps plein.

**Les laboratoires de recherche d'AVIGNON UNIVERSITE** travaillent régulièrement avec les entreprises du tissu régional et contribuent à l'innovation de ces entreprises. Plusieurs partenaires privés ou publics sont présents dans les contrats de recherche. AVIGNON UNIVERSITE répond également aux besoins en complément de formation, en évolution ou requalification des salariés, grâce à son service de Formation Tout au Long de la Vie. À travers ses activités, elle a un impact important sur le territoire.

L'acquisition de compétences, l'insertion professionnelle des diplômés, le transfert de technologies et l'innovation, le développement économique, l'attractivité internationale sont autant de sujets qui mettent AVIGNON UNIVERSITE au cœur des enjeux des collectivités locales et du monde économique.

ENEDIS est devenue la première grande entreprise à mission française du secteur de l'énergie. Une étape historique qui s'inscrit dans une démarche globale de transformation de l'entreprise et vise à renforcer **sa contribution aux enjeux d'une société durable**.

**L'émergence des technologies numériques** telles que les smart grids, la gestion des données ou encore l'intelligence artificielle, et la nécessité d'accompagner la transition énergétique nous ont permis d'investir des domaines d'activités complémentaires aux activités historiques du distributeur. Depuis plusieurs années, ENEDIS est engagée dans une démarche d'innovation ouverte avec de nombreux partenaires.

Ainsi, **ENEDIS travaille étroitement avec des laboratoires de recherche** de premier rang et contribue régulièrement à des projets collaboratifs, français ou européens. Ces grands projets nous permettent de conjuguer nos forces et de croiser les regards d'acteurs très différents sur un même sujet.

ENEDIS souhaite intégrer les nouvelles technologies numériques issues notamment de la recherche du LIA (Laboratoire Informatique d'Avignon – UPR 4128), associé à l'École Doctorale Agrosciences et Sciences d'AVIGNON UNIVERSITE, et du Centre d'Enseignement et de Recherche en Informatique (CERI), pour répondre aux enjeux prioritaires de la Direction Régionale Provence Alpes du Sud.

Enfin, dans le cadre de son projet « Ancrage territorial » ENEDIS souhaite offrir à ses salariés un accès à la Villa Créative, lieu unique de rencontres, de partages et de collaborations permettant un rapprochement des mondes académique, de recherche et de l'entrepreneuriat autour de l'axe de spécialisation « Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques » afin de stimuler le mode projet, faciliter les nouvelles modalités d'expérimentation, renforcer le travail collaboratif, développer de nouveaux partenariats et participer au rayonnement de l'écosystème culturel avignonnais.

**En conséquence, les PARTIES ont convenues de ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD**

Le présent Accord Cadre, ci-après désigné "**ACCORD**" a pour objet de définir les grands axes du partenariat entre AVIGNON UNIVERSITE et ENEDIS dans toutes les dimensions de l'activité qui intéressent les parties, à savoir : la formation, l'alternance, la recherche, la valorisation, l'innovation, l'insertion professionnelle et le mécénat d'entreprise.

## **ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS D'ENEDIS**

**ENEDIS s'engage à :**

- Participer à des actions en faveur de l'orientation et de l'insertion professionnelle organisées par AVIGNON UNIVERSITE.
- Accueillir des stagiaires, alternants au sein d'ENEDIS et notamment les étudiants en Master 2 Informatique et Intelligence Artificielle et Master Géomatique et conduite de projets.
- Soutenir financièrement AVIGNON UNIVERSITE par le versement d'une taxe d'apprentissage.
- Favoriser les échanges destinés à connaître l'état de l'art dans les différentes disciplines concernées, et à identifier les meilleures compétences au plan national et international, préalablement à l'engagement de travaux en commun.
- Collaborer sur des sujets de recherche intéressants les deux PARTIES, en particulier dans les domaines de l'intelligence artificielle.
- Faire de la Villa Créative, un lieu totem de son ancrage territorial :
  - o Etre présents à la Villa Créative afin d'intégrer l'écosystème local et participer à la programmation de la Villa.
  - o Organiser des événements pour les salariés / managers ENEDIS à la Villa Créative.

## **ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS D'AVIGNON UNIVERSITE**

**AVIGNON UNIVERSITE s'engage à :**

- Développer l'acculturation des salariés d'ENEDIS à l'intelligence artificielle par les enseignants-chercheurs du CERI.
- Encadrer des thèses proposées et financées ou cofinancées par ENEDIS
- Favoriser les échanges destinés à connaître l'état de l'art dans les différentes disciplines concernées, et à identifier les meilleures compétences au plan national et international, préalablement à l'engagement de travaux en commun.

- Mobiliser les équipes de recherche les plus aptes à répondre aux problèmes scientifiques et technologiques soulevés par ENEDIS dans le cadre de sa stratégie, et d'assurer la pérennisation des compétences de ses équipes.
- Développer une force de proposition dans le domaine de la recherche appliquée par la confrontation des expériences et des compétences respectives des PARTIES.
- Collaborer sur des sujets de recherche intéressants les deux PARTIES, en particulier dans les domaines de l'intelligence artificielle.
- Développer l'esprit d'entreprendre et de création d'activité au sein de notre territoire à travers la Villa Créative.
- Proposer aux salariés ENEDIS de participer à des conférences, colloques ou tables rondes.

#### **ARTICLE 4 – MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD**

Chaque action entreprise dans le cadre de l'ACCORD fera l'objet d'une convention spécifique (ci-après « **Convention Spécifique** ») préalablement à son exécution et sera soumise aux dispositions de l'ACCORD, sauf dérogation acceptée d'un commun accord entre les PARTIES.

Les Conventions Spécifiques pourront prendre notamment les formes suivantes :

- Contrat de collaboration de recherche à objectifs et coûts partagés entre les PARTIES ; ou
- Cofinancement de thèses ; ou
- Accueil et encadrement de boursiers CIFRE ; ou
- Présence croisée de personnels dans les locaux d'AVIGNON UNIVERSITE ou d'ENEDIS ; ou
- Prestation de service confiée par ENEDIS à un laboratoire d'AVIGNON UNIVERSITE, dans ce cas ENEDIS prend en charge la totalité des coûts (ci-après les « **Prestations de Service** »).

Chaque Convention Spécifique précisera notamment l'objet de la collaboration, la durée de la collaboration, les moyens qui lui sont affectés, le lieu d'exécution, les responsables scientifiques de chaque PARTIE et les instances responsables de sa conduite.

La conclusion de toute Convention Spécifique devra se faire dans le respect des règles de gouvernance des PARTIES qui devront être examinées au cas par cas.

Les PARTIES reconnaissent que si le Laboratoire impliqué dans la Convention Spécifique se trouve dans une zone restrictive appelée "Zone à Régime Restrictif" (ZRR), soumise à des conditions d'accès et de confidentialité contrôlées, des modalités spécifiques pourront être ajoutées par AVIGNON UNIVERSITE dans ladite Convention Spécifique.

En outre, chaque Convention Spécifique fixera les règles en matière de propriété intellectuelle.

Les PARTIES pourront d'un commun accord, faire participer des tiers, publics ou privés, aux Conventions Spécifiques.

#### **ARTICLE 5 - PILOTAGE DE L'ACCORD**

Pour assurer la bonne exécution de l'ACCORD et la pérennité du partenariat, un comité de suivi (ci-après désigné le « **Comité de Suivi** ») est institué.

Le Comité de Suivi est composé d'un (1) représentant de chaque PARTIE :

- Pour ENEDIS : Emilie Blondel – Directrice Adjointe Enedis – 07 62 02 01 25  
emilie.blondel@enedis.fr
- Pour AVIGNON UNIVERSITE : Florence Charles – Maître de conférences – 04 90 84 22 08  
florence.charles@univ-avignon.fr

Le Comité de Suivi se réunira chaque fois que l'une des PARTIES l'estimera nécessaire et au moins une (1) fois par an. Les décisions du Comité de Suivi seront prises à l'unanimité. Chaque réunion fera l'objet d'un compte rendu qui devra être signé par chaque représentant du Comité de Suivi.

Le Comité de Suivi sera notamment chargé de :

- Coordonner les activités dans le domaine de la coopération en relation avec les responsables techniques et/ou scientifique de l'action considérée ;
- Actualiser la liste des thèmes de coopération ;
- Veiller aux échanges d'informations générales permettant de concrétiser les Conventions Spécifiques ;
- Veiller au bon déroulement des Conventions Spécifiques ;
- Définir chaque Convention Spécifique en précisant notamment le caractère exclusif ou non de la collaboration.

## **Article 6 - FINANCEMENT**

L'ACCORD ne comporte aucun engagement financier des PARTIES.

Les Conventions Spécifiques incluront une annexe financière détaillée, adaptée aux modalités particulières des différentes actions de collaboration entre les PARTIES.

L'annexe financière déterminera le coût complet de la Convention Spécifique en précisant les moyens affectés par chacune des PARTIES soit : les salaires et charges sociales du personnel affecté à l'étude et du personnel d'encadrement, au prorata de leur temps passé, les frais variables de fonctionnement de l'équipe de recherche (y compris les déplacements et les réactifs spécifiques) ainsi que les coûts d'utilisation des infrastructures et du matériel.

## **Article 7 - NATURE DE LA COLLABORATION**

La collaboration instituée par l'ACCORD est non exclusive. Rien dans l'ACCORD n'est destiné à empêcher ou limiter les possibilités pour chacune des PARTIES de conduire des recherches dans le domaine ou les disciplines définis indépendamment ou avec des tiers.

## **Article 8 - DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Pour les besoins de l'ACCORD et des futures Conventions Spécifiques, lorsque pertinent, les termes ci-après utilisés ont/auront les définitions suivantes :

« **Connaissances Propres** » désigne toutes les connaissances détenues par chaque PARTIE, et notamment les brevets, les demandes de brevets en cours de dépôt, les savoir-faire, les marques, les logiciels, les dessins et modèles, à la date d'entrée en vigueur de la Convention Spécifique considérée ou que chaque PARTIE développe ou acquiert concomitamment et indépendamment de l'exécution de ladite Convention Spécifique.

« **Connaissances Nouvelles** » désigne les éléments, de quelle que nature que ce soit et/ou sous quelle que forme que ce soit, qu'ils soient protégés ou non par un droit de propriété intellectuelle, et notamment sans que cette liste soit limitative, toute connaissance, savoir-faire, invention ou procédé nouveau, tout design, étude, connaissance technique, test, résultat d'étude ou d'essais, cahier des charges, spécification, logiciel dérivé, maquette et prototype, procédure de calcul, d'essai et de modèle physique, générés dans le cadre de la Convention Spécifique considérée.

« **Connaissances Nouvelles Propres** » désigne les Connaissances Nouvelles conçues par une seule PARTIE sans le concours inventif ou créatif de l'autre PARTIE dans le cadre de la Convention Spécifique considérée.

« **Connaissances Nouvelles Conjointes** » désigne les Connaissances Nouvelles obtenus en commun à raison de leurs participations respectives de toute nature par les PARTIES lors de l'exécution de la Convention Spécifique considérée et sans qu'il soit possible de distinguer les apports intellectuels ou créatifs de chacune des PARTIES ayant participé à leur élaboration.

## **8.1 Connaissances Propres**

Chacune des PARTIES conserve la pleine et entière propriété de ses Connaissances Propres.

## **8.2 Connaissances Nouvelles Propres**

Les Connaissances Nouvelles Propres sont la propriété de la PARTIE qui les a générées seule et les éventuels brevets nouveaux en découlant sont déposés au seul nom et frais de cette PARTIE et à sa seule initiative.

## **8.3 Connaissances Nouvelles Conjointes**

### **8.3.1 Principe de propriété**

Les Connaissances Nouvelles Conjointes sont la copropriété des PARTIES, ci-après désignées « **PARTIES COPROPRIETAIRES** », à proportion de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers, à moins que lesdites PARTIES ne conviennent conventionnellement de la dévolution des droits de propriété y afférents à l'une d'entre elles.

Toute Connaissance Nouvelle Conjointe consistant en un brevet nouveau, un logiciel ou une autre connaissance protégée par un droit de propriété intellectuelle, fera l'objet d'un règlement de copropriété, qui sera établi entre les PARTIES COPROPRIETAIRES dès que nécessaire et en tout état de cause avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale.

### **8.3.2 Connaissances Nouvelles Conjointes brevetables**

Les PARTIES COPROPRIETAIRES des Connaissances Nouvelles Conjointes brevetables décideront si ces dernières doivent faire l'objet de demandes de brevets déposées à leurs noms conjoints, et désigneront

parmi elles celle qui sera chargée d'effectuer les formalités de dépôt et de maintien en vigueur (ci-après désignée le « **Gestionnaire** »).

Les frais de dépôt, d'obtention et de maintien en vigueur des brevets nouveaux en copropriété seront supportés par le Gestionnaire.

Les PARTIES conviennent qu'ENEDIS sera le Gestionnaire.

Dans le cas où ENEDIS refuserait d'être le Gestionnaire, les PARTIES se réuniront afin de décider d'un commun accord d'une stratégie alternative.

Si l'une des PARTIES COPROPRIETAIRES renonce à déposer, à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs brevets nouveaux en France ou à l'étranger, elle devra en informer l'autre PARTIE COPROPRIETAIRE en temps opportun pour que celle-ci dépose en son seul nom, poursuive la procédure de délivrance ou le maintien en vigueur desdits brevets nouveaux à ses seuls frais et profits. La PARTIE qui s'est désistée s'engage à signer ou à faire signer toutes les pièces nécessaires pour permettre à l'autre PARTIE COPROPRIETAIRE de devenir seul propriétaire du ou des brevets nouveaux en cause pour le ou les pays concernés.

Une PARTIE COPROPRIETAIRE sera réputée avoir abandonné ses droits sur un brevet nouveau soixante (60) jours après la réception d'une lettre recommandée, transmise à l'adresse de l'autre PARTIE telle que figurant en première page de l'ACCORD avec accusé de réception lui demandant de faire connaître sa décision sur ce point, adressée par la PARTIE COPROPRIETAIRE chargée d'effectuer les formalités de dépôt et de maintien en vigueur des brevets désignée conformément au premier paragraphe du présent article.

Il est entendu que la PARTIE renonçant ne saurait se prévaloir d'aucune rémunération au titre de l'exploitation du ou des brevets nouveaux concernés dans le ou les pays concernés.

Chaque PARTIE COPROPRIETAIRE fait son affaire de la rémunération éventuelle de ses inventeurs.

## **ARTICLE 9 - PRINCIPES D'UTILISATION ET D'EXPLOITATION**

### **9.1 Utilisation et exploitation des Connaissances Propres**

Chaque PARTIE dispose librement de ses Connaissances Propres.

### **9.2 Utilisation et exploitation des Connaissances Nouvelles Propres et des Connaissances Nouvelles Conjointes**

#### **9.2.1 Principes généraux**

Chaque PARTIE peut librement utiliser, exploiter et/ou faire exploiter les Connaissances Nouvelles Propres dont elle est seule propriétaire.

Chaque PARTIE s'engage à prendre toutes les mesures appropriées, notamment à l'égard de ses employés et/ou de ses sous-traitants éventuels, leur permettant d'accorder à l'autre PARTIE des droits d'utilisation et d'exploitation des Connaissances Nouvelles Propres ou Connaissances Nouvelles Conjointes.

### 9.2.2 Utilisation à des fins de recherche des Connaissances Nouvelles Conjointes et des Connaissances Nouvelles Propres

Chaque PARTIE est libre d'utiliser les Connaissances Nouvelles Conjointes à des fins de recherche interne ou en collaboration avec des tiers.

Si les Connaissances Nouvelles Conjointes ainsi demandées constituent des logiciels, leur remise fait l'objet d'un accord spécifique écrit entre les PARTIES qui en précise les conditions et modalités d'utilisation.

La PARTIE souhaitant utiliser à des fins de recherche les Connaissances Nouvelles Propres de l'autre PARTIE devra en faire la demande écrite à cette dernière. Si la PARTIE sollicitée donne son accord pour un telle utilisation, un accord spécifique écrit entre les PARTIES précisant les conditions et modalités d'utilisation desdites Connaissances Nouvelles Propres sera mis en place.

### 9.2.3 Exploitation des Connaissances Nouvelles Conjointes

Les PARTIES COPROPRIETAIRES de Connaissances Nouvelles Conjointes préciseront leurs modalités d'exploitation dans le cadre d'un accord de valorisation avant toute exploitation industrielle et commerciale ou, dans l'hypothèse de brevets nouveaux en copropriété dans le cadre du règlement de copropriété.

Lorsque les Connaissances Nouvelles Conjointes consistent en des logiciels, l'accord préalable des PARTIES COPROPRIETAIRES sera requis si l'exploitation envisagée entraîne la communication de codes sources.

### 9.2.4 Exploitation des Connaissances Nouvelles Propres par l'autre Partie

Chaque Partie propriétaire s'engage pendant la durée de la Convention Spécifique considérée et dix-huit (18) mois à compter de la date d'expiration ou de résiliation de ladite Convention Spécifique , à concéder à l'autre Partie qui en ferait la demande, un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence d'exploitation de ses Connaissances Nouvelles Propres dans le domaine d'exploitation de la Partie demanderesse, dès lors que ces connaissances seraient nécessaires à l'exploitation des Connaissances Nouvelles de la Partie qui fait la demande.

Il est entendu pour l'UNIVERSITE D'AVIGNON que le droit de sous licence d'exploitation est accepté n'ayant pas vocation à exploiter directement les Connaissances Nouvelles.

Les domaines d'exploitation seront définis dans chaque Convention Spécifique afin de les adapter à chaque projet de recherche.

Ce ou ces droit(s) sera/seront concédé(s) :

- à condition que les Connaissances Nouvelles Propres soient disponibles et ne soient pas soumises à des droits de tiers,
- à des conditions commerciales équivalentes à celle du marché pour le domaine d'exploitation considéré ou à toute autre condition convenue entre les PARTIES d'un commun accord.

Les conditions et les modalités de cette exploitation seront négociées préalablement à toute exploitation industrielle et/ou commerciale et feront l'objet d'un contrat de licence et/ou d'exploitation conclu entre les PARTIES.

Dans le cas de logiciels, la Partie qui les reçoit ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessaire par le chargement, l'affichage, l'exécution la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de l'exploitation des Connaissances Nouvelles, ainsi qu'une copie de sauvegarde.



Dans l'hypothèse où aucune licence n'aurait été conclue entre les PARTIES dans les conditions ci-dessus, à l'issue d'un délai de dix-huit (18) mois à compter de la date d'expiration ou de résiliation de la Convention Spécifique considérée, l'engagement susvisé prendra fin et la PARTIE propriétaire des Connaissances Nouvelles se retrouvera libre de les exploiter et/ou de les faire exploiter à titre exclusif.

## **ARTICLE 10 – ASSURANCE, RESPONSABILITE - GARANTIES**

Chaque PARTIE assure la couverture de son personnel respectif en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles, sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

Chaque PARTIE assume la responsabilité, dans les conditions légales, des dommages causés par ses agents respectifs qui sont sous sa responsabilité à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD ou des Conventions Spécifiques.

Les PARTIES renoncent entre elles à tout recours au titre des pertes indirectes sauf en cas de négligence lourde, de fausse déclaration ou de faute volontaire.

Les PARTIES reconnaissent que les Connaissances Propres et toute Connaissances Nouvelles seront communiqués en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit, explicite ou implicite.

Sont notamment expressément exclues toutes garanties relatives à l'exploitation commerciale, à la sécurité, à la compatibilité ou conformité à un usage spécifique, à une absence d'erreur ou de défauts, ou à l'absence de contrefaçon de droits de propriété intellectuelle de tiers, des Connaissances Propres et des Connaissances Nouvelles qui seront communiqués par l'une des PARTIES à l'autre PARTIE.

Nonobstant ce qui précède, les PARTIES déclarent qu'elles n'utiliseront pas, dans le cadre de l'exécution des Conventions Spécifiques, en matière de Connaissances Propres, que des droits de propriété industrielle et/ou intellectuelle qui leur appartiennent, qui font partie du domaine public ou dont elles auront légalement les droits d'usage.

Ces Connaissances Propres et ces Connaissances Nouvelles seront utilisées par les PARTIES, dans le cadre des Conventions Spécifiques considérées, à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des PARTIES n'aura de recours contre l'autre PARTIE, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage qu'elle fait de ces Connaissances Propres et Connaissances Nouvelles, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à leurs droits de propriété intellectuelle.

## **ARTICLE 11 - CONFIDENTIALITE**

**11.1** Chaque PARTIE s'engage à conserver secrète et confidentielle toute information écrite ou verbale identifiée comme telle par l'autre PARTIE dans le cadre de l'ACCORD et notamment résultant de l'exécution d'une Convention Spécifique et appartenant à cette autre PARTIE. Elle s'abstiendra de révéler toute information de cette nature et de l'utiliser, à moins de consentement préalable et écrit de l'autre PARTIE. Aucune PARTIE n'entreprendra quoi que ce soit qui dépasse le champ des droits conférés par le présent ACCORD.

Chaque PARTIE n'utilisera les informations visées ci-dessus que pour les besoins de l'ACCORD ou d'une Convention Spécifique et, en général, elle exercera ses meilleurs efforts pour ne pas amoindrir de quelque façon que ce soit les droits de l'autre PARTIE sur les informations ci-dessus visées.

**10.2** Les dispositions du présent article cesseront de s'appliquer à toute information qu'une PARTIE prouverait avoir légitimement possédée antérieurement à sa communication par l'autre PARTIE, ou qui serait dans le domaine public, ou qui y entrerait ultérieurement, sans que ce soit du fait de la PARTIE qui s'en prévaut, ou qu'une PARTIE viendrait à acquérir d'un tiers, de bonne foi et sans restriction sur sa divulgation ou son usage.

**11.3** Afin d'assurer la sécurité des documents et informations sensibles et de leurs supports relatifs à chaque projet, les PARTIES prendront toutes les précautions nécessaires à leur protection.

**11.4** L'engagement visé au présent article restera en vigueur pendant la durée de l'ACCORD et cinq (5) ans suivant son expiration.

**11.5** Les engagements définis ci-dessus devront être répercutés dans les Conventions Spécifiques et aux organismes sous-traitants des PARTIES.

**11.6** Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à une utilisation et à une exploitation des connaissances et des résultats.

**11.7** Les informations commercialement sensibles (ICS) seront traitées conformément aux dispositions des articles L111-73 et -81 du Code de l'énergie et au décret n°2001-630 du 16 juillet 2001.

## **ARTICLE 12 - PUBLICATIONS - COMMUNICATIONS**

**12.1** Les publications ou communications issues des recherches entreprises dans le cadre du présent ACCORD et dans les Conventions Spécifiques feront référence au concours apporté par chacune des PARTIES à la réalisation de la collaboration considérée.

**12.2** Tout projet de publication ou de communication relatif aux Connaissances Nouvelles Communes par l'une des PARTIES sera soumis, pendant la durée de chaque Convention Spécifique et les dix-huit (18) mois qui suivent son expiration, à l'autre PARTIE pour qu'elle puisse, le cas échéant, demander une adaptation des textes ou retarder leur publication d'une période maximale de dix-huit (18) mois à compter de la demande afin de sauvegarder les intérêts industriels et économiques de chacune des PARTIES.

Chaque PARTIE s'engage à donner sa réponse dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception du projet de publication ou de communication, délai au-delà duquel l'accord sera réputé acquis en l'absence de réponse. Ces publications ou communications devront, en toute hypothèse, respecter les dispositions de l'article 10.1 ci-dessus. Les textes définitifs devront avoir reçu l'accord des PARTIES avant d'être adressé à l'organisme en assurant la publication.

**12.3** Toutefois, les dispositions du présent article ne pourront faire obstacle :

- Ni à l'obligation qui incombe aux enseignant-chercheurs d'AVIGNON UNIVERSITE de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève, dans la mesure où cette communication est réalisée sous couvert de dispositions relatives à la confidentialité ;
- Ni à la soutenance de thèse d'étudiants chercheurs désignés dans les Conventions Spécifiques, sous réserve des dispositions particulières de confidentialité incluses dans lesdites conventions.

**12.4** Les PARTIES s'engagent à :

- Fournir leur logo, charte graphique et tous les éléments de communication nécessaires à leur visibilité, en particulier lors des manifestations et sur tous les outils de communication liés à ces manifestations.
- Il est convenu entre les Parties que le choix du positionnement des logos sera soumis au préalable à chacune des Parties pour accord, notamment sur les documents et les supports de communication liés aux manifestations communes.
- Faire figurer leurs logos respectifs sur leur site internet.

### **ARTICLE 13 – MATERIELS ET EQUIPEMENTS - RESPONSABILITE**

Les matériels et équipements mis par une PARTIE à la disposition de l'autre ou financés par cette PARTIE dans le cadre d'une Convention Spécifique restent la propriété de celle-ci.

La dévolution de propriété des biens immobiliers et mobiliers acquis ou construits dans le cadre d'une action commune sera déterminée, au cas par cas, par convention particulière.

Chaque PARTIE est dépositaire des matériels propriété de l'autre et détenus dans ses établissements.

Les dispositions relatives à la responsabilité seront prévues dans chaque Convention Spécifique en fonction de leur objet. Il est toutefois d'ores et déjà admis que les PARTIES s'interdisent de solliciter une indemnisation au regard de tout préjudice indirect éventuellement subi à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD.

### **ARTICLE 14 – PERSONNELS AFFECTES A LA COLLABORATION**

- Dans le cadre d'une Convention Spécifique, des salariés de l'une des PARTIES restant payés par leur employeur peuvent être amenés à travailler dans les locaux de l'autre PARTIE, dans le cadre notamment d'une mise à disposition sans but lucratif ou d'une convention d'accueil.
- Cette convention conclue entre la partie utilisatrice et la partie prêteuse précisera :
  - o L'objet,
  - o la durée,
  - o l'identité et la qualification du salarié,
  - o le mode de détermination des salaires, des charges sociales et des frais professionnels qui seront facturés à l'entreprise utilisatrice par l'entreprise prêteuse le cas échéant.
- Dans le cadre d'une mise à disposition, l'accord du salarié se traduira par la rédaction d'un avenant à son contrat de travail qui précisera notamment :
  - o Le contexte de la mise à disposition et le travail confié à réaliser dans la structure utilisatrice,
  - o La durée de la mise à disposition et conditions d'exécution de la mission
  - o Une éventuelle période probatoire
  - o La durée, les horaires et le lieu d'exécution du travail,
  - o Les caractéristiques du poste de travail
  - o Un délai de prévenance permettant d'anticiper la réintégration
- Dans le cadre d'un accueil, une convention d'accueil sera formalisée entre les PARTIES afin d'en définir les modalités.

Le salarié mis à disposition se trouvera alors placé sous l'autorité et doit se conformer au règlement intérieur de l'établissement dans lequel il travaille. Toutes instructions utiles lui sont données à ce sujet de la conclusion d'un avenant au contrat de travail, spécifique à la mise à disposition.

Chaque PARTIE continue toutefois d'assumer, à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc....). Toutes indications utiles et notamment les éléments d'appréciation indispensables seront toutefois fournis par l'établissement accueillant effectivement Le salarié mis à disposition.

En revanche, l'organisme d'accueil assumera la responsabilité civile concernant les actes des salariés de l'autre PARTIE travaillant dans ses laboratoires comme s'il s'agissait de son propre personnel, sauf faute lourde ou intentionnelle, et ce en vertu du fait que ces personnels sont, comme il est stipulé plus haut, placés sous l'autorité et soumis au règlement intérieur de l'organisme d'accueil.

Les parties assurent la couverture de leurs personnels respectifs en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

En cas d'accident ou d'incident dont serait victime un agent d'une PARTIE travaillant dans les locaux de l'autre PARTIE, l'organisme d'accueil préviendra la première PARTIE dans les vingt-quatre (24) heures qui suivent l'accident ou l'incident.

L'organisme d'accueil autorisera l'accès aux services collectifs et sociaux, tels que restaurant et transport aux personnels travaillant dans ses locaux.

## **ARTICLE 15 – DUREE**

L'ACCORD est conclu pour une durée de trois (3) ans à la date de la dernière signature par les Parties, sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration d'Avignon Université.

Il pourra être renouvelé par voie d'avenant, signé des deux PARTIES.

Nonobstant l'expiration de l'ACCORD, ses dispositions continueront à régir les Conventions Spécifiques en cours d'exécution.

## **Article 16 – ACTION EN JUSTICE**

### **Atteintes à la propriété intellectuelle des Connaissances Nouvelles Communes**

Les PARTIES COPROPRIETAIRES s'informent réciproquement dans les plus brefs délais :

- de tout acte de contrefaçon par des tiers dont elles auraient connaissance,
- de toute autre action en justice relative à la propriété des brevets communs,
- de toute réclamation ou action en contrefaçon qui les viserait.

Elles se concertent sur les différentes actions à mener.

Elles se fournissent tous les éléments dont elles disposent permettant d'apprécier la nature et l'ampleur de celles-ci. Elles échangent en outre tous documents, pouvoirs et signatures utiles à une mise en œuvre des actions nécessaires.

## **ARTICLE 17 - LITIGES**

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de l'ACCORD, les PARTIES s'efforcent de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les Tribunaux français compétents seront saisis.

#### **ARTICLE 18 – DISPOSITIONS DIVERSES**

Aucune des PARTIES ne pourra céder de quelque façon que ce soit les droits ou les obligations issus de l'ACCORD ou d'une Convention Spécifique, sans le consentement préalable de l'autre PARTIE.

Aucune addition ou modification aux termes de l'ACCORD n'aura d'effet entre les PARTIES, à moins d'avoir fait l'objet d'un avenant signé par leurs représentants dûment habilités.

L'ACCORD est conclu *intuitu personae*. L'ACCORD s'applique donc uniquement aux relations entre les PARTIES.

L'ACCORD ne peut pas être considéré comme instituant un acte de société, l'affectio *societatis* notamment en étant exclu.

Fait à Avignon, en deux (2) exemplaires originaux destinés à chacune des PARTIES,

**Pour ENEDIS**

**Pour AVIGNON UNIVERSITE**

Date : 10/07/2024

Date : 10/07/2024

M. Sébastien QUIMINAL  
Directeur Enedis Vaucluse

M. Georges LINARES  
Président

A handwritten signature in dark ink, consisting of several overlapping loops and horizontal strokes, positioned below the name and title of M. Sébastien QUIMINAL.A handwritten signature in blue ink, featuring a long, sweeping horizontal stroke with a smaller, more complex mark above it, positioned below the name and title of M. Georges LINARES.